Du sang sur le sable. Le vrai destin de Jean-Marie Tjibaou. Epitomé d'une tragédie de Jean Guiart

Sarah Mohamed-Gaillard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jso/4752>

DOI : 10.4000/jso.4752

ISSN : 1760-7256

Éditeur

Société des océanistes

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2008

Pagination : 343-345

ISBN : 978-2-85430-012-3

ISSN : 0300-953x

Référence électronique

Sarah Mohamed-Gaillard, « *Du sang sur le sable. Le vrai destin de Jean-Marie Tjibaou. Epitomé d'une tragédie de Jean Guiart* », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 126-127 | Année 2008, mis en ligne le 01 décembre 2008, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jso/4752> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jso.4752>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Du sang sur le sable. Le vrai destin de Jean-Marie Tjibaou. Epitomé d'une tragédie de Jean Guiart

Sarah Mohamed-Gaillard

RÉFÉRENCE

Jean Guiart, 2007. *Du sang sur le sable. Le vrai destin de Jean-Marie Tjibaou. Epitomé d'une tragédie*, Nouméa, Le Rocher-à-le-Voile et les Éditions du Cagou, 392 p.

- 1 Avec *Du sang sur le sable*, Jean Guiart propose une nouvelle biographie de Jean-Marie Tjibaou auquel Alban Bensa et Éric Wittersheim comme Hamid Mokkadem (parmi d'autres) ont déjà consacré des ouvrages, mais il introduit aussi la controverse. Comme l'affirme le sous-titre, l'auteur entend, en effet, présenter « le vrai destin de Jean-Marie Tjibaou », une quête de vérité qui nécessite la déconstruction de la figure emblématique de l'indépendantisme kanak qu'est devenu Jean-Marie Tjibaou. Dès l'avertissement, Jean Guiart précise la thèse qui sous-tend sa réflexion :
« Le culte officiel de Jean-Marie Tjibaou est la conséquence d'une manœuvre sophistiquée. Il sert essentiellement à cacher le fait que l'exécution d'Éloi Machoro était le fait d'une décision au sommet de l'État. » (p. 4)
- 2 D'ailleurs, l'ouvrage s'ouvre sur des témoignages et des analyses concernant le décès d'Éloi Machoro et de Marcel Nonaro puis, sur l'exécution de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné. Ce sont donc bien les raisons et les circonstances de ces assassinats qui sont au cœur de l'ouvrage (p. 39) et c'est à travers elles que Jean Guiart propose de lire le destin de Jean-Marie Tjibaou.
- 3 Afin de replacer ces violences dans le contexte de l'histoire coloniale de la Nouvelle-Calédonie, Jean Guiart expose brièvement le « racisme colonial néo-calédonien » (p. 57). Ce cadre posé, il examine ensuite la composition des écrits de Jean-Marie Tjibaou. Il souligne que la plupart des textes « ont dû être réécrits » du vivant de leur

auteur ou bien après sa mort (p. 73) et va jusqu'à affirmer que certains l'ont été de façons « suspectes, en particulier par des chercheurs [sic] qui utilisent trop souvent l'image posthume de Tjibaou comme une échelle de carrière » (pp. 73-74). Derrière ces attaques personnelles, Jean Guiart amorce l'idée que le culte de Jean-Marie Tjibaou est une construction européenne et plus précisément du néo-colonialisme. Ainsi, les textes signés Tjibaou lui apparaissent comme des sources faisant de leur auteur un « personnage romanesque et dépourvu de réalité » (p. 75) et qui sont donc à manier avec précaution et distance.

- 4 À la méfiance de Jean Guiart pour les textes de Tjibaou répond sa suspicion à l'égard des archives coloniales qu'il juge marquées par le manque de compréhension des fonctionnaires à l'égard du monde kanak et par le plaisir des Kanak à tromper les blancs (pp. 80-83, p. 320). L'auteur exprime d'ailleurs à plusieurs reprises les limites inhérentes aux entretiens souvent biaisés par le manque de sincérité des Océaniens dans leurs échanges avec les Occidentaux (p. 86, p. 240, p. 320). À plusieurs reprises, Jean Guiart aborde la capacité des Kanak à tromper voire à manipuler les autorités coloniales ; une démarche qui peut répondre à une volonté de résistance à l'ordre imposé mais aussi constituer un moyen de régler des conflits internes au monde kanak. L'analyse des conflits internes à la société kanak est encore peu présente dans l'historiographie de la Nouvelle-Calédonie et mériterait d'être développée.
- 5 De cette somme de méfiances à l'égard des divers types de sources découle le choix de Jean Guiart de s'intéresser davantage aux actes qu'aux paroles de Jean-Marie Tjibaou (p. 91). Cette démarche affirmée, il entreprend d'analyser les événements dans lesquels Tjibaou a voulu jouer un rôle autant que ceux où, selon l'auteur, il est resté volontairement en retrait (p. 93) ; estimant très justement qu'en matière politique, l'inaction est tout aussi significative que l'action (p. 153). Dès lors, l'ouvrage suit le déroulement de la vie de Jean-Marie Tjibaou de sa filiation jugée problématique à son assassinat qui l'est tout autant.
- 6 Le texte de Jean Guiart souffre de ses prises de position, de certains choix méthodologiques et de quelques erreurs. Ainsi, les critiques à l'encontre des chercheurs qui ont précédemment travaillé sur Jean-Marie Tjibaou ou plus largement sur la Nouvelle-Calédonie virent souvent en attaques personnelles ce qui nuit à l'argumentation. Du point de vue de la méthode, les notes de bas de page, parfois mal numérotées, constituent trop souvent un texte parallèle qui n'éclaire pas toujours le développement et sont régulièrement trop longues. À titre d'exemple, la note 2 du chapitre « L'Héritage de Jean-Marie Tjibaou » s'étire sur six pages (pp. 282-287) ! En outre, quelques erreurs auraient pu être évitées comme la mention du décès d'Edgard Pisani (p. 266). Si ce type d'erreur ne corrompt pas réellement l'argumentation de l'auteur, il participe au malaise souvent ressenti à la lecture d'un texte marqué par des apartés subjectifs et par la quasi absence de références aux sources. Tel est là, notre principal regret quant à la méthode de l'ouvrage. Certes, Jean Guiart est un fin connaisseur du monde kanak et un témoin privilégié des événements évoqués, mais *Du sang sur le sable* se veut un « ouvrage d'analyse » (p. 7) et non un témoignage et l'absence de mention aux sources nous paraît donc préjudiciable même s'il s'agit d'un « premier jet » (p. 4). Tel est le cas pour le voyage de Jean-Marie Tjibaou à Taiwan et à Hong-Kong que l'auteur présente comme un point de basculement pour Jean-Marie Tjibaou :

« Il en est revenu avec une vision du monde différente, où la conception du pouvoir assumait des facettes dont il n'avait jamais eu la moindre idée auparavant. [...] Ce sera son tournant. Il avait dès lors inclus dans ses perspectives des techniques de

pouvoirs raffinées, et en définitive cruelles, qu'il ne visualisait pas auparavant. Il s'est mis à accepter de jouer avec la vie des siens. » (p. 180)

- 7 Il est regrettable que cet épisode présenté comme déterminant dans le destin politique de Jean-Marie Tjibaou soit traité rapidement (pp.177-181) et sans références permettant aux lecteurs d'appréhender la pertinence de l'analyse proposée. Certes, nous avons mentionné plus haut la méfiance de l'auteur à l'égard des sources, mais, nous regrettons que l'auteur n'évoque ni le contexte du voyage, ni les arrière-pensées de ses organisateurs. Après ce voyage, l'auteur estime que Jean-Marie Tjibaou est allé de renoncements en renoncements jusqu'aux accords de Matignon présentés comme « la conclusion d'autres reniements » (p. 198).
- 8 C'est dans ce contexte dit de reniements successifs de la part du président du FLNKS que Jean Guiart place l'affaire de Thio qui s'est soldée par la mort d'Éloi Machoro et de Marcel Nonaro abattus par le GIGN. Jean Guiart souligne « le côté sacrificiel, quasiment christique, de la mort de Machoro, s'offrant pour payer la trahison des Canala en 1878, est très probable, surtout au dernier moment, après la crise de conscience de la trahison » (p. 203)
- 9 Après un chapitre traitant du problème foncier qui est au cœur des revendications culturelles, politiques et identitaires kanak, Jean Guiart propose « une analyse cursive » des événements de 1984-1985. Il se demande si ces années de violence ne constitueraient pas « la troisième grande insurrection canaque ou d'autre chose » (p. 229) mais relève, qu'à la différence des révoltes de 1878 et de 1917, « en 1984, il n'y a ni direction, ni stratégie communes » et conclut donc qu'« il n'y a ainsi pas eu de révolte générale, mais des événements particuliers ici ou là, en général réactif de la part des communautés canaques¹ » (p. 230). Cette réflexion est intéressante mais menée trop rapidement d'autant que Jean Guiart s'appuie sur cet argument pour remettre en cause le contrôle exercé par le FLNKS mais aussi par Jean-Marie Tjibaou sur le mouvement indépendantiste. Il estime, en effet, que cette influence est une construction médiatique, un argument qui laisse entendre que Jean-Marie Tjibaou exerçait un leadership de façade sur le mouvement kanak. Dans le même temps, Jean Guiart approche les événements par leurs arrière-pensées ou leurs motifs cachés. Mais si la démarche est intéressante, nous regrettons la rapidité du développement (cf. le cas du massacre d'Hienghène, pp. 232-233).
- 10 Arrive ensuite l'affaire d'Ouvéa, « la pire malédiction qu'ait eu à supporter la nation canaque » (p. 241) et dont Jean Guiart fait porter la responsabilité à Jean-Marie Tjibaou (p. 249). L'idée d'une action à Ouvéa aurait été proposée par Éloi Machoro et correspondrait à une tactique kanak consistant à « provoquer un affrontement en un lieu que le pouvoir colonial n'aurait pas imaginé, et qui, par le fait même, déséquilibrerait alors son contrôle de la situation. » (p. 249). Le projet est, selon Jean Guiart, repris de « manière improvisée » (p. 250) par Tjibaou qui, écrit-il, « lançait des idées, n'allait jamais sur place, toujours absent dans les manifestations où il expédiait Yeiwéné Yeiwéné [sic] pour le représenter, et n'avait aucune idée de ce qui pouvait arriver, adaptant son discours, ou sa forme personnelle d'immobilité, au fur et à mesure des variations de la situation. » (p. 250). À travers le déroulement de l'affaire d'Ouvéa, l'auteur déconstruit la stature politique de Jean-Marie Tjibaou. Jean Guiart estime que le président du FLNKS n'a compris que trop tardivement les arrière-pensées électorales de l'Élysée et sa responsabilité dans l'assaut de la grotte ; c'est pour cela qu'il n'a pas su agir alors qu'il en était encore temps. Parce qu'il ne souhaitait pas

« perdre dangereusement la face » (p. 255), Jean-Marie Tjibaou a fait le choix de l'immobilisme et le prix à payer en sera son assassinat ou plutôt son « exécution » (p. 259) selon les termes et l'analyse de Jean Guiart.

- 11 Durant l'année qui s'est écoulée entre l'assaut de la grotte et la levée de deuil du 4 mai 1989, Jean-Marie Tjibaou a choisi de ne pas répondre aux attaques sur sa responsabilité alors que la rancœur d'Ouvéa à son égard grandissait, alimentée par la poignée de main entre Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur puis par la loi d'amnistie. À ce manque de clarté politique à moins qu'il ne s'agisse d'un « comportement suicidaire » (p. 265), Jean Guiart note que sont venues s'ajouter les motivations des responsables de l'Union calédonienne à Ouvéa. Il estime donc que non seulement « Jean-Marie ne s'était pas rendu compte que ses principaux ennemis avaient changé de camp » mais « s'était construit, inconsciemment, une image de parfait bouc-émissaire » (p. 266). À cela, s'est ajouté la volonté de Jean-Marie Tjibaou de faire en sorte que Djubelli Wéa « ne soit plus rien » (p. 267). Parallèlement, Jean Guiart signale que Djubelli Wéa aurait averti Jean-Marie Tjibaou du danger et cherché à le dissuader de se rendre à Ouvéa (p. 270), mais se piégeant lui-même en s'obligeant à l'action en cas de venue du président du FLNKS. À cela, s'ajoute la trahison qui « rôdait à divers niveaux de l'Union calédonienne » (p. 269). Tous les éléments du drame sont alors en place, dit-il, mais nous pouvons regretter que l'auteur n'étaye pas davantage ces affirmations et les soi-disant informations nouvelles qu'il apporte.
- 12 Il est en effet regrettable, voire dangereux, de laisser planer le doute sur les responsabilités de l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou sans apporter des arguments déterminants. S'il peut être difficile de comprendre pourquoi Jean-Marie Tjibaou a tant souhaité se rendre à Ouvéa malgré les appels à la prudence et la modification de son service de sécurité, la thèse d'une responsabilité de Paris mérite un argumentaire plus développé que ne le fait l'auteur. Le soupçon est en effet distillé au fil des pages. Ainsi, Jean Guiart rapporte que Jean-Marie Tjibaou avait le sentiment que François Mitterrand souhaitait « lui faire la peau » (p. 266) ; une phrase qui, replacée dans le cours de la lecture, prend un écho tout particulier. En effet, quelques pages plus tôt, l'auteur rappelait que François Mitterrand, ministre de l'Intérieur, aurait déclaré au sujet des indépendantistes algériens : « Tuez les chefs ! » (p. 254). Puis, quelques pages plus tard, il impute à Paris la responsabilité des difficultés faites aux gardes du corps du président du FLNKS à la veille de son départ pour la levée de deuil et conclut :
« Ces hésitations ne signifiaient qu'une seule chose, c'est que les ordres venaient à chaque fois de Paris, mais aussi que Jean-Marie avait quelque idée du danger qui le guettait. » (p. 269)
- 13 Dans sa conclusion, Jean Guiart accuse finalement plus directement le gouvernement socialiste d'avoir « imaginé de faire assassiner ceux qui s'opposent à sa domination » (p. 325) et place Jean-Marie Tjibaou dans la longue liste des victimes de la colonisation. Si les archives et les témoignages montrent bien que François Mitterrand s'était opposé à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, les arguments manquent, selon nous, pour démontrer clairement sa responsabilité ou celle de son gouvernement dans l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou. En outre, les responsabilités peuvent être plurielles.
- 14 La situation paraît alors inextricable et Jean-Marie Tjibaou choisit d'interdire la présence de Djubelli Wéa et d'écourter la cérémonie, « faute majeure » pour Jean Guiart et qui manifeste sa « méconnaissance de la tradition des îles » (p. 271). Le manque de familiarité de Jean-Marie Tjibaou avec la coutume est régulièrement souligné par

l'auteur qui déconstruit ainsi l'image d'un « Jean-Marie Tjibaou présenté par ses thuriféraires comme un bon connaisseur de la société et de l'âme canaques » (p. 271). En outre, l'auteur insiste à plusieurs reprises sur le caractère métis de Jean-Marie Tjibaou faisant de lui un quasi-étranger à la culture kanak mais aussi à la culture française :

« Jean-Marie a voulu agir comme les blancs, dans leur jeu à eux, sans être véritablement maître du jeu social propre qui s'imposait à lui, celui dont il avait hérité, ajouté à celui qu'il avait réussi à construire, ce qui l'a perdu. » (p.320)

- 15 Tout en étant fomenté ou pour le moins favorisé par la « France socialiste » (p. 325) – à défaut de déterminer s'il s'agit de l'État ou bien du gouvernement socialiste – l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou est finalement présenté comme une exécution inscrite dans « une tradition millénaire, celle de mettre à mort les chefs qui ont manqué à leur peuple » (p. 272). Toutefois, Jean Guiart reprend la thèse d'un second tireur déjà évoquée en début d'ouvrage (p. 39) et renoue ainsi avec la responsabilité parisienne puisqu'il estime que celui-ci « ne pouvait venir que de Paris, puisque les ordres venaient de là. On voulait apparemment que rien ne survive du système Tjibaou » (p. 273). Du point de vue de la méthode, il est curieux et regrettable de placer un tel développement en note de bas de page et de le rédiger sans références aux sources ni précaution oratoire alors que tant de questions se posent encore.
- 16 Au final, Jean Guiart brosse un portrait très dur de Jean-Marie Tjibaou qu'il dépeint comme ordinaire, attentiste et sans réelle vision. *Du sang sur le sable* est donc bien une entreprise de démolition de la figure emblématique de l'indépendantisme kanak qu'est devenu Jean-Marie Tjibaou. Jean Guiart s'oppose fortement à ce « culte officiel » qu'il estime être au service du « néo-colonialisme » de la France en Nouvelle-Calédonie. Le développement économique et industriel de la Nouvelle-Calédonie que défendait Jean-Marie Tjibaou et les leaders actuels du FLNKS est perçu par Jean Guiart comme le mot d'ordre du néo-colonialisme. L'auteur estime en effet que les transferts de capitaux et le développement des infrastructures ne règlent pas la misère « toujours présente, dans la ville où est choquante, derrière l'écran des bananiers des squats, dans l'intérieur et dans les îles, ou les villages fleuris la cachent mieux » (p. 317). Derrière ce portrait au vitriol se dessine une vision politique, celle d'une revendication kanak qui ne se satisfait pas des accords de Matignon et de Nouméa et dont Éloi Machoro serait la nouvelle, voire la véritable figure emblématique. Dans les derniers chapitres consacrés à l'héritage de Jean-Marie Tjibaou, Jean Guiart livre des propos prospectifs sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie et oppose les successeurs de Jean-Marie Tjibaou, taxés de « faire du marxisme libéral à la chinoise d'aujourd'hui » (p. 331), à une nouvelle revendication kanak ancrée dans le mouvement des droits des peuples autochtones. Jean Guiart fait ainsi de Raphaël Mapou l'un des chefs de file de cette nouvelle revendication, comme le possible successeur d'Éloi Machoro (p. 331).
- 17 Bien que *Du sang sur le sable* laisse souvent le lecteur sur sa faim, le texte a le mérite de l'interpeller et de l'amener à réfléchir ; en cela, il est intéressant pour celui qui travaille sur la Nouvelle-Calédonie. Toutefois, cet ouvrage pose plus de questions qu'il n'apporte de réponses, tant la méthode de Jean Guiart que ses arrière-pensées politiques en font, selon nous, une lecture à manier avec une extrême précaution.

NOTES

1. NDLR. – Notons que Jean Guiart est un des seuls auteurs à continuer à écrire Kanak ainsi et il s'en explique d'ailleurs p. 332, en note 4 (on aurait d'ailleurs aimé lire son explication en début d'ouvrage) : « Je n'utilise pas la forme *kanak* pour la bonne raison que j'écris à propos de l'ensemble du Pacifique Sud, où le terme colonial *kanaka* s'applique à la totalité des habitants des îles, et je le conserve dans ce sens. Les Mélanésien(ne)s de Nouvelle-Calédonie n'ont aucun droit, dans l'absolu, de faire croire que ce terme, issu d'une langue des îles Hawai'i, et repris dans le sabir de marins baleiniers en majorité *yankees*, ne s'appliquerait qu'à eux seuls. » Mais, est-ce là vraiment le problème ? Et qui dans les îles du Pacifique Sud a dénié aux Kanak le droit de s'appeler ainsi ? Et qu'on l'écrive « Canaque » ou « Kanak », le terme et son origine sont toujours les mêmes ; la revendication de la graphie *kanak* est un acte politique que Jean Guiart dénie, mais à quel titre finalement ? On peut se le demander.

AUTEURS

SARAH MOHAMED-GAILLARD